

Compte rendu¹ du comité consultatif de suivi de l'étude de biosurveillance du Quartier Notre-Dame (QND), tenu à Rouyn-Noranda le 17 juin 2020 à 19 h, en visioconférence

Mandat du comité :

- Permettre à la DSPu de partager l'information relative à ses démarches et d'informer simultanément les principaux groupes concernés ;
- Poser un regard critique sur les outils élaborés par la DSPu pour informer la population ;
- Diffuser des informations relatives à l'étude de la DSPu dans les milieux spécifiques des membres ;
- Recevoir et expliciter les préoccupations citoyennes en lien avec l'étude de la DSPu.

Pour plus d'information, [consulter la page](#) du comité.

Présences :

- Malorie Flon, animatrice, directrice du développement, Institut du Nouveau Monde (INM)
- Nicole Mousseau, gestionnaire de projet en communications stratégiques et participation publique, INM
- Nathalie Francès, chargée de projet, INM
- Mireille Vincelette, citoyenne du quartier Notre-Dame (QND)
- Cynthia Claveau, directrice régionale, direction régionale de l'analyse et de l'expertise de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec directrice régionale, ministère de l'Environnement et de la Lutte aux Changements climatiques (MELCC)
- Nicole Desgagnés, représentante, comité Arrêt des rejets et émissions toxiques (ARET)
- Cindy Caouette, conseillère en communication et relations avec la communauté, Glencore Fonderie Horne
- Pierre-Philippe Dupont, directeur du développement durable, Glencore Fonderie Horne
- Huguette Lemay, directrice générale, ville de Rouyn-Noranda
- Denise Lavallée, conseillère du quartier Notre-Dame (QND), Ville de Rouyn-Noranda
- Caroline Roy, présidente-directrice générale, Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSS-AT)
- Dr^e Omobola Sobanjo, chef de département et médecin spécialiste en santé publique, directrice de santé publique par intérim, Direction de santé publique (DSPu), CISSS-AT
- Chantal Cusson, adjointe à la directrice de santé publique, DSPu, CISSS-AT
- Daniel Proulx, Ph. D., coordonnateur de l'étude de biosurveillance, DSPu, CISSS-AT

¹ Ce compte rendu vise à résumer les échanges qui ont eu lieu lors de la rencontre. Il ne s'agit pas d'un *verbatim*.

- Frédéric Bilodeau, Ph. D., conseiller en santé environnementale, DSPu, CISSS-AT
- Stéphane Bessette, chef d'équipe et conseiller en santé environnementale, DSPu, CISSS-AT
- Phélix Bussière, conseiller en santé environnementale, DSPu, CISSS-AT
- Karine Godin, adjointe à la PDG, relations médias et chef des communications, CISSS-AT
- Clémentine Cornille, directrice générale, Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue (CREAT)
- Yves Bédard, directeur général, Commission scolaire de Rouyn-Noranda
- Julie Houle, future directrice, école Notre-Dame-de-Protection
- Kathy France Rollin, directrice, école Notre-Dame-de-Protection

1. Ouverture de la rencontre et tour de table ;

Malorie Flon (INM) explique le déroulement de la rencontre.

Caroline Roy (CISSS-AT) accueille les différents partenaires et rappelle le mandat et les orientations du comité consultatif de suivi de l'étude de biosurveillance. L'objectif de la rencontre est de s'assurer que les modalités de communication et les différents outils de communications soient les plus appropriés pour la communauté et les citoyens du quartier Notre-Dame (QND). Ce sera également l'opportunité pour les partenaires de partager de l'information nouvelle aux membres du comité. Elle précise que tous les résultats ont été transmis aux participants de l'étude la semaine passée et que les changements au calendrier ont essentiellement pour cause le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus 2019.

Malorie Flon (INM) explique que la Direction de santé publique (DSPu) du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de l'Abitibi-Témiscamingue a fait appel à l'Institut du Nouveau Monde (INM) pour l'accompagner dans la diffusion des résultats de l'étude de biosurveillance menée à l'automne 2019, mais également pour répondre au mieux aux préoccupations des citoyennes et citoyens du QND et assurer une saine vie démocratique du dossier. En ce sens, l'INM accompagne la DSPu dans la préparation des rencontres de ce soir, de demain et pour l'élaboration de quelques outils, dont une foire aux questions qui sera issue des préoccupations et questions citoyennes. Elle précise que la mission de l'INM est d'accroître la participation citoyenne à la vie démocratique et qu'il s'agit d'un organisme sans but lucratif. Enfin, elle présente l'interface et les fonctionnalités de l'outil de visioconférence utilisé (Zoom) de même que la charte de participation de l'INM².

Malorie Flon (INM) fait un tour de table et demande aux participants d'indiquer une attente en lien avec la rencontre de ce soir.

Omobola Sobanjo, Chantal Cusson, Caroline Roy, Karine Godin et Stéphane Bessette précisent leurs titres professionnels.

Daniel Proulx précise que son attente est que l'information soit fluide et qu'elle permette de bien reconnaître et nommer les enjeux.

² <https://inm.qc.ca/charte-de-participation/>

Cindy Caouette précise que son attente concerne la manière dont les résultats seront communiqués à la population.

Clémentine Cornille précise qu'elle souhaite simplement en apprendre davantage sur les résultats.

Cynthia Claveau souhaite que l'on précise quelles seront les suites et actions qui découleront de l'étude.

Denise Lavallée et Huguette Lemay veulent connaître les résultats de l'étude et souhaitent que les développements soient encourageants, rassurants et matures.

Julie Houle indique qu'elle est actuellement directrice de l'école de Granada et qu'elle sera sous peu directrice de l'école Notre-Dame-de-Protection. Puisqu'il s'agit de sa première rencontre, elle souhaite se mettre à jour et mieux comprendre le dossier.

Kathy-France Rollin aimerait avoir des précisions sur l'échantillonnage des enfants de passages qui a dû être reporté.

Nicole Desgagnés indique qu'elle souhaite simplement en connaître davantage.

Pierre-Philippe Dupont est curieux de voir les résultats et s'attend à des propos constructifs de la part des participants.

Yves Bédard a une attente pragmatique en lien avec le respect de la durée de la rencontre.

Mireille Vincelette souhaite que toutes et tous soient en mesure de reconnaître qu'il y a un problème, car il ne sera pas possible d'agir et d'améliorer la situation si toutes et tous ne reconnaissent pas le problème.

2. Adoption du compte rendu de la rencontre du 17 février 2020

Malorie Flon (INM) demande si les membres ont des modifications supplémentaires et si le compte rendu est fidèle aux échanges qui se sont tenus lors de la rencontre du 17 février 2020. Le compte rendu est adopté à l'unanimité sans modifications.

3. Présentation des résultats de l'étude de biosurveillance de l'automne 2019 ;

Omobola Sobanjo (DSPu) présente les résultats de l'étude³.

Intervention 1 : Est-ce que le diaporama de ce soir sera rendu disponible après la rencontre ?

Réponse de la DSPu : Puisque l'objectif est d'avoir vos commentaires sur celui-ci, il ne sera rendu disponible qu'après sa présentation publique.

Intervention 2 : Est-ce que le rapport final de l'étude est disponible ?

Réponse de la DSPu : Non, le rapport a été envoyé à l'INSPQ afin de recueillir des commentaires sur celui-ci. Il est prévu de le rendre disponible à la fin de l'été ou au début de l'automne, comme l'année dernière.

Intervention 3 : J'ai trois questions. 1) Comment la DSPu explique-t-elle la différence entre les moyennes d'Amos et du QND ? 2) Est-ce que des travailleurs de Glencore fonderie Horne ont été échantillonnés et, si oui, y a-t-il un écart significatif par rapport aux personnes qui n'y

³ https://www.cisss-at.gouv.qc.ca/partage/BIOSURVEILLANCE/Presentation_resultats_biosurveillance_2019_VF.pdf

travaillent pas ? Quels sont les résultats de l'échantillonnage des sols du périmètre urbain de Rouyn-Noranda ?

Réponse de la DSPu : Oui, il y a une différence significative entre la population de Rouyn-Noranda et d'Amos et c'est en ce sens que nous disons qu'il y a une surexposition. Par le questionnaire d'enquête, les éléments pouvant influencer les résultats ont été pris en considération dans le traitement statistique des données (alimentation, travail, tabagisme, etc.), mais je ne peux pas vous dire si des travailleurs de Glencore fonderie Horne ont participé à l'étude, car ceux-ci pourraient facilement être identifiés. En ce qui concerne l'écart des différents résultats, celui-ci s'expliquerait par des différences d'âge, de comportement, de métabolisation, de physiologie et serait également influencé par le temps passé dans le quartier, la proximité du lieu de résidence par rapport à la fonderie et la variabilité des émissions atmosphériques lors d'activités dans le QND. En ce qui concerne les résultats de l'échantillonnage des sols du périmètre urbain de Rouyn-Noranda, ceux-ci seront communiqués d'ici l'automne. Une fois que la présentation des résultats de l'étude de biosurveillance de 2019 sera complétée, la DSPu mettra tous les efforts nécessaires pour rendre disponibles les résultats du périmètre urbain de Rouyn-Noranda, et ce, rapidement.

Intervention 4 : Pouvez-vous définir plus précisément les effets neurotoxiques en lien avec l'exposition à l'arsenic et aux autres métaux présents dans le QND ?

Réponse de la DSPu : Ces effets peuvent être des troubles de comportements ou d'attention (TDA/H) ou même une baisse du quotient intellectuel, cependant il y a plusieurs autres causes pour ces troubles donc si un enfant manifeste ces troubles, il n'est pas possible de dire si c'est associé à son exposition à l'arsenic ou les autres métaux présents dans le QND. Ces effets découlant d'une exposition à l'arsenic nous préoccupent et c'est pour cela que la DSPu réitère sa recommandation afin que les mesures soient mises en places pour diminuer au plus bas niveau possible l'imprégnation à l'arsenic dans le QND.

Intervention 5 : Nous savons que les adultes sont moins exposés aux sols que les enfants, est-ce à dire que c'est davantage l'air qui serait la source d'exposition des adultes.

Réponse de la DSPu : La DSPu ne peut pas faire une corrélation directe avec les concentrations dans l'air et les concentrations dans les ongles des individus, car même pour les adultes, la voie d'ingestion ne peut être exclue en fonction des comportements et habitudes de vie des adultes. Cependant, suivant les résultats, il serait difficile d'exclure que l'inhalation n'ait pas d'effet sur l'imprégnation à ce moment-ci.

Intervention 6 : Je trouve que vos acétates sont difficiles à comprendre. Par exemple, vous mettez la médiane, la moyenne géométrique, etc. Il serait important que vous insistiez sur ce que vous voulez faire remarquer. J'ajoute que le graphique avec l'ensemble des résultats individuels, comme celui utilisé l'année dernière, est difficile à comprendre et cela me rend perplexe. Je préférerais un graphique à deux barres sans détails. Ensuite, je me demande pourquoi vous avez regroupé tous les enfants ensemble plutôt que de faire des sous-groupes.

Réponse DSPu : La DSPu évaluera comment on peut mieux présenter les graphiques. Pour les groupements d'âges, ceux-ci ont peu d'influence sur la moyenne de la classe d'âge, même lorsqu'ils sont divisés en sous-groupe. De plus, le fait de grouper tous les moins de 18 ans permet d'avoir une meilleure puissance statistique dans l'analyse des données. Peu importe

les sous-groupes, les résultats restent essentiellement les mêmes, à savoir qu'en fonction de sa classe d'âge la population est en moyenne quatre fois plus imprégnée.

Intervention 7 : L'année dernière, vous avez présenté une répartition géographique des résultats, est-il possible d'avoir une telle carte cette année, surtout que vous mentionnez que la distance des participants par rapport à la fonderie affecte l'imprégnation ?

Réponse de la DSPu : Il y aurait un enjeu de confidentialité, c'est pour cela que j'ai demandé de ne pas la présenter. Nous évaluerons la possibilité de faire une carte « confidentielle ».

Intervention 8 : Est-ce que la DSPu prévoit élargir l'étude à d'autres secteurs de la ville de Rouyn-Noranda, car plusieurs citoyennes et citoyens se disent inquiets ?

Réponse de la DSPu : Non. Puisque les résultats de l'étude indiquent que les concentrations d'arsenic unguéal diminuent en fonction de la distance du complexe industriel de la fonderie Horne, cette vérification ne semble pas utile. De plus, le suivi de la qualité de l'air effectué par le ministère de l'Environnement atteste également une diminution des concentrations d'arsenic dans l'air en fonction de la distance de Glencore fonderie Horne.

Intervention 9 : Est-ce que la présentation de demain est ouverte seulement aux participants de l'étude ?

Réponse de Malorie Flon (INM) : Oui, c'est ce qui avait été prévu initialement, la DSPu pense qu'il est important de donner un espace de plus grande liberté aux participants pour poser leurs questions, sans médias et sans représentant de Glencore fonderie Horne. Il est prévu d'enregistrer cette séance et de la diffuser librement ensuite sur le site web de la DSPu⁴. Il y aura également une seconde rencontre le 23 juin 2020 pour l'ensemble de la population et pour les médias

Intervention 10 : Pouvez-vous revenir sur la dispersion géographique des résultats, j'aimerais mieux comprendre.

Réponse de la DSPu : Effectivement, cette année les résultats indiquent que de manière générale, plus le lieu de résidence est près de la fonderie, plus les concentrations d'arsenic unguéales sont élevées. La distance a donc un effet à la baisse sur les concentrations d'arsenic dans les ongles, mais il ne s'agit pas d'une relation linéaire.

4. État de situation des actions de communications en cours et à venir ;

D^{re} Omobola Sobanjo (DSPu) explique les prochaines actions de communication : présentation aux participants de l'étude le 18 juin et présentation aux médias et à l'ensemble de la population le 23 juin à 16h. Le 22 juin, la DSPu présentera également les résultats au Département régional de médecine générale (DRMG). De plus, en collaboration avec l'INM, la DSPu est en train de finaliser une fiche avec quelques faits saillants et une foire aux questions évolutives qui sera mise en ligne sur la page de biosurveillance. Cette foire aux questions sera alimentée par le questionnaire actuellement en ligne sur notre site web, mais également par la

⁴ Rectificatif : il a finalement été décidé de publier un compte rendu anonyme de la rencontre plutôt que l'enregistrement afin de préserver la confidentialité des participants.

séance de demain avec les participants à l'étude. La DSPu fera aussi des relations de presse et relaiera des informations sur les médias sociaux.

Malorie Flon (INM) présente la fiche d'information et lit les questions répondues par la DSPu qui s'y trouvent. Des discussions ont eu lieu sur les questions et les réponses proposées.

5. Présentation des outils de communication prévus ;

Intervention 11 : Vous mettez en ligne les outils, mais dans un souci d'accès envisagez-vous envoyer cet outil par la poste aux résidents du QND ?

Réponse de la DSPu : Oui, nous pourrions faire un publipostage afin de maximiser la disponibilité de l'information.

Intervention 12 : Lors de la première étude, nous avons fait un débat pour éviter que vous utilisiez le terme de « surexposition », car que les gens soient exposés est une chose, mais qu'ils le soient trop en est une autre. Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par cette locution ?

Réponse de la DSPu : L'année passée nous utilisons la locution « plus exposé que ». Nos données ne concernaient que la population des enfants et la prudence était nécessaire dans nos communications. Avec les nouvelles données, il apparaît évident que non seulement les enfants sont plus exposés, mais les adultes aussi.. Le terme surexposé signifie que la population du QND est significativement plus exposée à l'arsenic que la population en général. Le terme qualifie donc la différence d'exposition, il ne s'agit pas d'un jugement de valeur.

Intervention 13 : J'ai une observation. Il semble que ce soir il n'y ait qu'un citoyen. Il aurait été pertinent d'avoir l'opinion de citoyens plus âgés comme M. Bernier.

Réponse de la DSPu : La DSPu est consciente de la limite des outils de visioconférence pour les personnes plus âgées ou celles qui n'ont pas accès à internet, mais dans le contexte de la pandémie à coronavirus 2019, il n'est pas possible de faire autrement. Dans cet esprit, la DSPu s'est assurée de la possibilité de participer par téléphone à la rencontre de demain et cela sans frais de longue distance. Soyez certains que tous les citoyens membres du comité de suivi de l'étude ont été invités à cette rencontre.

Intervention 14 : Je crois qu'il faut maximiser les canaux de communications : courriels, poste, site web, médias sociaux, journaux, bulletins d'information radiophonique et télévisé, les colonnes d'affichage (Morris) de la ville de Rouyn-Noranda, etc. De plus, j'ai noté que le questionnaire était accessible jusqu'au 18 juin 2020, je trouve le délai court.

Réponse de la DSPu : Effectivement, cela a pu entraîner de la confusion. Le questionnaire était d'abord ouvert pour les participants à l'étude jusqu'au 18 juin afin que la DSPu puisse répondre en priorité aux questions des participants, le questionnaire sera ensuite ouvert jusqu'à la fin juillet afin de récolter les questions tous azimuts en lien avec l'étude.

Réponse de Caroline Roy : Afin de rejoindre davantage la population, il est possible d'envisager une diffusion à la télévision communautaire des principaux résultats de l'étude.

Intervention 15 : Devrait-on faire un suivi environnemental de la qualité de l'air dans toutes les directions ? Car lorsqu'il vente en direction opposée du QND, il n'y a pas d'arsenic dans le QND, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de pollution et que celle-ci n'est pas transportée

vers d'autres quartiers de Rouyn-Noranda. En d'autres mots, c'est environ 80 % des émissions qui sont dans l'angle mort du suivi environnemental actuel.

Réponse de la DSPu : Quoique nous utilisions ces données, ce n'est pas la santé publique qui s'occupe du suivi environnemental de la qualité de l'air.

Intervention 16 : Pouvez-vous nous dire quand l'annexe 6, c'est-à-dire les données de cancer du poumon de Rouyn-Noranda retirées du rapport de 2018, sera rendue disponible ?

Réponse de la DSPu : Lors de la rencontre de mise à jour du mois de février dernier, nous vous avons indiqué les limites méthodologiques en lien avec ces données⁵. Puisque ces données sont régulièrement demandées, nous les avons incluses dans les faits saillants. Malgré les limites méthodologiques et notamment l'absence de données nationales, les données régionales que nous avons analysées tendent à montrer que de 2013 à 2017, il y a significativement plus de cancer du poumon dans la ville MRC Rouyn-Noranda comparativement à la MRC de la Vallée-de-l'Or, une MRC comparable.

Intervention 17 : Est-il possible de préciser la séquence des relations de presse prévues ?

Réponse de Karine Godin : Les médias sont conviés le mardi 23 juin à 16 h à un breffage technique et c'est la façon dont nous répondrons aux médias. Cette rencontre est aussi ouverte à l'ensemble de la population et sera annoncée sur Facebook.

Intervention 18 : Dans le document d'information synthèse, vous faites référence au taux de cancer du poumon plus élevé à Rouyn-Noranda, j'aurais peur que l'on fasse l'association entre la problématique de l'arsenic et le taux de cancer, car même si l'arsenic est connu pour donner le cancer du poumon, le taux est peut-être attribuable aux comportements individuels des citoyens et non à l'arsenic rejeté par la fonderie. En ce sens, je préférerais que cette information n'y soit pas.

Réponse de la DSPu : Nous comprenons la préoccupation qui est juste. Nous analyserons comment transmettre cette information qui a été demandée à plusieurs reprises par des citoyens.

Intervention 19 : Ceci est simplement un commentaire. Il serait important de bien présenter la position de la santé publique, car l'impression de plusieurs est que la COVID-19 a relégué ce dossier aux oubliettes et sert de paravent pour expliquer la lenteur de celui-ci.

Intervention 20 : Pouvez-vous revenir sur les raisons qui expliquent la différence des moyennes des enfants et des adultes.

Réponse de la DSPu : En fait, les enfants de par leur physiologie sont plus susceptibles d'accumuler des contaminants, notamment parce que pour une même dose d'arsenic, par exemple, leur masse est moins importante. Physiologiquement aussi pendant le développement de l'enfant le corps est moins efficace pour se débarrasser des contaminants. Cette différence entre les adultes et les enfants est perceptible autant à Amos que dans le QND.

⁵ https://www.cisss-at.gouv.qc.ca/partage/BIOSURVEILLANCE/2020-02-17_CC_CR_VF.pdf

Intervention 21 : La DSPu a mentionné plusieurs fois qu'il faut que les émissions d'arsenic baissent. Mon interrogation porte sur le suivi environnemental, car pour attester de la baisse éventuelle ne devrait-on pas avoir un portrait complet, non pas des mesures aux trois jours, mais des mesures aux heures et disponibles sur nos téléphones, non pas 80 % d'angle mort, mais un suivi à 360 degrés, non pas de l'autosurveillance, mais une surveillance publique et transparente. N'est-ce pas à la santé publique de faire une telle recommandation si elle veut être en mesure de mieux comprendre la situation afin d'agir le plus adéquatement possible ?

Réponse de la DSPu : L'enjeu d'un suivi à 360 degrés et en continu relève du ministère de l'Environnement, mais la DSPu l'a soulevé autant dans le rapport de 2018⁶ que dans ses rencontres avec le ministère de l'Environnement.

Réponse du MELCC : Plusieurs de ces éléments ont été soumis au comité interministériel « Fonderie Horne » qui doit les évaluer. Le MELCC en lui-même est en train d'évaluer la législation environnementale en lien avec ces aspects.

Intervention 22 : Il serait important de réitérer les recommandations de 2018 dans la présentation notamment si la DSPu indique qu'elle maintient ces recommandations.

Intervention 23 : Est-ce que la DSPu pourra revenir au comité de suivi de l'étude pour expliquer quelles sont les préoccupations, les questions et comment les citoyens réagissent à ces nouvelles informations ?

Réponse de la DSPu : Oui.

Intervention 24 : Est-ce que l'enregistrement de la rencontre du 18 juin pourrait être rendu disponible avant la rencontre du 23 juin ?

Réponse de Karine Godin : Non, puisque si nous diffusons cette rencontre, nous ne pourrions pas contrôler l'information que nous donnerons aux médias, ce qui serait un problème.

Intervention 25 : Si cette rencontre est diffusée et enregistrée, est-ce que cela ne risque pas de réduire les questions et commentaires par peur de réprimande ou d'être identifié ?

Réponse de l'INM : Non, puisque les participants pourront rester anonymes.

Réponse de la DSPu : Nous demanderons également le consentement des participants au début de la rencontre. Il est aussi prévu de faire un compte rendu non nominatif de la rencontre.

6. Tour de table des questions

Intervention 26 : Où en sont les travaux du comité interministériel ?

Réponse du MELCC : Les travaux se poursuivent, mais les adaptations exigées par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 ont ralenti les travaux.

Intervention 27 : Est-ce que la DSPu offrira un soutien psychologique à la population qui pourrait en avoir besoin ?

Réponse de la DSPu : Oui, nous ferons comme l'année dernière.

7. Clôture de la séance.

⁶ <https://www.cisss-at.gouv.qc.ca/document/rapport-de-letude-de-biosurveillance-menee-a-lautomne-2018/>